La Chesnais, Pierre Georget

Le Soviet et la paix

Paris

1917

97-84227-3
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

La Chesnais, Pierre Georget, 1865-
Le Soviet et la paix: en lisant les "Izvestia": le manifeste à tous les peuples. Paris, Bureaux de l'Action nationale, 1917.
29 p. (Collection de l'Action nationale)

1. Peace. I. Title.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 10-31-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 28426

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

Collection de l'Action Nationale

LE SOVIET ET LA PAIX

EN LISANT LES "IZVESTIA"

LE MANIFESTE A TOUS LES PEUPLES

PAR

P.-G. LA CHESNAIS

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION NATIONALE*
18, Rue Duphot, 18

—

1917

Collection de l'Action Nationale

LE SOVIET ET LA PAIX

EN LISANT LES "IZVESTIA"

LE MANIFESTE

A

TOUS LES PEUPLES

PAR

P.-G. LA CHESNAIS

PARIS
BUREAUX DE *L'ACTION NATIONALE*
18, Rue Duphot, 18

—

1917

EN LISANT LES "IZVESTIA"

LE MANIFESTE A TOUS LES PEUPLES

Voici qu'un coup d'état a renversé le gouvernement révolutionnaire russe. Le public occidental, mal renseigné autrefois sur la Russie tsariste, pas beaucoup mieux aujourd'hui sur la Russie actuelle, n'a pas pu se rendre un compte bien exact de la grande portée du coup de force par lequel les maximalistes, dès leur seconde tentative, se sont emparés si facilement du pouvoir, le 7 novembre.

Les Occidentaux, naturellement, sont surtout préoccupés de savoir quelle sera la répercussion du changement qui s'est produit à Pétrograd sur la guerre, et en particulier sur la capacité de résistance de l'armée russe.

Pour eux, la question est simple, comme il arrive généralement lorsque l'on est obligé de fonder son opinion sur des données très générales : les maximalistes, maîtres du Soviet, et le Soviet, maître du pouvoir, c'est la paix séparée, non peut-être la paix consacrée par un traité, mais la cessation des hostilités, en fait, de la part de la Russie. Au contraire, le gouvernement provisoire, c'est la résistance mili-

taire plus ou moins active, mais d'autant plus active qu'il serait plus complètement débarrassé de l'influence du Soviet devenu maximaliste.

A défaut de renseignements qui ne pourront éclairer que plus tard les faits actuels, certains documents rétrospectifs permettront peut-être de les mieux comprendre. Il s'agit des *Izvestia*, journal officiel du Soviet. Je me propose de montrer ce que contient la collection du mois de mars, époque où ce Conseil luttait contre le gouvernement « bourgeois » du prince Lvov, et comptait, parmi les dirigeants principaux de son Comité exécutif, des hommes tels que Tschkeidzé, président, Tseretelli, Skobelev, etc. Je dois avouer que ma documentation est incomplète, et que les dix premiers numéros des *Izvestia* m'ont manqué, plus quelques autres par la suite.

Dans ce Soviet d'alors, les maximalistes formaient une minorité bruyante et tenace, dont le pacifisme était notoire, à tel point que l'idée de la paix séparée lui a été souvent attribuée. Je rappelle que les maximalistes ne constituent pas un parti. Ce terme désigne les extrémistes de tous les partis socialistes russes. Mais la fraction du parti social-démocrate que l'on appelle les *bolcheviki* fournit certainement aux maximalistes leur contingent le plus nombreux, et l'on a pu lire dans l'article de M. Bienstock (1) que c'est parmi les *bolcheviki*, d'après Bourtsev, que la police politique russe, l'*Okhrana*, avait recruté la plus forte proportion d'agents, — jusqu'à 75 pour cent des membres du parti. On peut juger quelles facilités la propagande réactionnaire, d'une part, et, d'autre part, l'action allemande, ont trouvées dans les milieux maximalistes pour exercer une influence sur la marche de la révolution. Sans avoir besoin de se concerter, d'ailleurs, la propagande réactionnaire et l'action allemande agissaient dans le même sens. Elles se proposaient l'une et l'autre de pousser à la surenchère démagogique, à la destruction de toute discipline militaire et de tout ordre social. Elles se rencontraient de plus, avec les maximalistes sincères, fanatiques inconscients de la réalité, qui se sont

(1) *Mercure de France*, 15 octobre et 1er novembre 1917.

faits ainsi les agents bénévoles à la fois de la réaction et de l'Allemagne.

Mais ce n'est pas des maximalistes que je veux ici parler. Au mois de mars, ils n'étaient encore qu'une assez faible minorité. Ils ne s'affirmaient pas aussi nettement que depuis. Ils n'avaient, d'ailleurs, aucune part à la rédaction des articles des *Izvestia*. Ce journal était rédigé par ceux des socialistes sur lesquels Kerensky semble avoir toujours voulu s'appuyer.

Or, il est important de bien se rendre compte que, chez ceux-là non plus, n'existait pas une volonté vigoureuse de poursuivre la guerre, ni une manière d'interpréter les faits et de comprendre les idées qui pût satisfaire un démocrate occidental. C'est ce que démontreront les articles cités ici.

Ces articles sont presque tous relatifs à la première expression solennellement donnée à sa pensée par l'assemblée ouvrière, dans le « Manifeste à tous les peuples », qui est le fait central de la période considérée.

I

Dans le numéro 12, du 11/21 mars, une information est intitulée : « La première hirondelle d'Allemagne ». Cette hirondelle est électrique :

> Hier, le Soviet a reçu le premier salut des sozial-démocrates allemands, transmis par le radiotélégramme d'une localité près de Berlin :
>
> *Salut, camarades, hurra !*
>
> Ainsi, la nouvelle de la révolution russe est déjà parvenue aux camarades. Nous leur souhaitons de se défaire de leur Guillaume, comme nous nous sommes défaits de notre Nicolas, et alors, nous leur enverrons un télégramme : Salut, camarades, hurra !

Cette suggestion aux socialistes allemands est l'objet le plus apparent du manifeste. Nous verrons, d'ailleurs, que les illusions des révolutionnaires russes au sujet de la social-démocratie allemande, si grandes fussent-elles, n'allaient pas jusqu'à croire à une prochaine révolution en Allemagne.

Dans le même numéro, il y a un long article « Sur la guerre actuelle », qui commence par un exposé ironique de l'opinion que l'Allemagne serait la véritable responsable de la guerre. La question de la responsabilité est oiseuse, de plus parfaitement insoluble : c'est perdre son temps que de

vouloir s'y attarder. Chacune des deux parties accuse l'autre. On était armé de part et d'autre, et on se menaçait. Qui avait intérêt à cela ? Le peuple ne voulait pas de conquêtes. Ce sont les classes régnantes qui les voulaient. — L'auteur, sentant peut-être que de tels raisonnements *a priori* ne suffisent pas, finit par annoncer un article plus détaillé sur ce point, puis continue :

On essaye de nous persuader qu'il faut mener la guerre jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne, pour la rendre inoffensive à l'avenir. Les journaux allemands, à l'inverse, persuadent leurs lecteurs que la victoire définitive sur la Russie et l'Angleterre est indispensable.

En quoi consisterait cette victoire ? Il s'agirait pour la Russie d'avoir Constantinople, l'Arménie, de « reprendre la Pologne », de tenir la Galicie :

Est-ce en cela que consiste la victoire complète sur l'Allemagne ? Non, il faut appeler les choses par leur nom. Ceux qui nous parlent ainsi vous offrent de faire des conquêtes et de soumettre de nouveau le peuple polonais à la Russie.

... [Le peuple ayant acquis de l'influence], nous devons déclarer ouvertement et résolument que nous ne voulons pas verser notre sang pour les intérêts des classes dominantes. Nous ne voulons pas nous soumettre à l'omnipotence de l'Allemagne, mais nous ne voulons pas de terres étrangères. Si le peuple et l'armée étaient de force à détruire l'ancien pouvoir, ils possèdent une force suffisante pour ne pas permettre la continuation de cette guerre contre leur volonté.

Mais nous n'avons pas de force pour obliger Guillaume et les classes dirigeantes de l'Allemagne et de ses alliés à renoncer à leurs dispositions conquérantes. Il nous reste donc de nous adresser au prolétariat et à toutes les classes laborieuses de la coalition austro-germanique, en les invitant à obliger, d'une manière ou d'une autre, leurs gouvernements à terminer cette guerre.

Par dessus les têtes des gouvernements et des classes dirigeantes, il faut que les classes laborieuses établissent les conditions auxquelles cette guerre peut cesser. Nous ne pouvons pas conclure la paix avec Guillaume et son gouvernement. Tant que les conquérants allemands menacent la Russie, la guerre est inévitable. Nous pouvons seulement conclure la paix avec le peuple allemand après que celui-ci aura obligé son gouvernement à déposer les armes.

Et avec ce même appel pour la cessation de la guerre, nous devons nous adresser aussi aux masses laborieuses des Etats alliés, l'Angleterre, la France et l'Italie. C'est seulement lorsque la décision au sujet de la guerre et de la paix aura passé aux mains du peuple, que l'on pourra mettre fin à cette boucherie fratricide.

On voit déjà ici plusieurs des sophismes neutralistes, qui permettent de tenir la balance égale entre l'Allemagne et les démocraties occidentales. On voit aussi le renoncement

à la libération des peuples, même des peuples slaves (Polonais), même d'un peuple russe (Ruthènes). L'idée d'une paix conclue par les peuples conduit ensuite aux idées directrices du « Manifeste à tous les peuples ».

Voici, dans le numéro 14, du 14/27 mars, c'est-à-dire quinze jours après la révolution, un article intitulé « La Russie et l'Allemagne ». Le rédacteur s'y montre impatient de savoir quel est l'effet produit sur la social-démocratie allemande par la révolution russe. Il considère, en effet, les social-démocrates allemands comme les amis naturels de la révolution, et le gouvernement impérial comme son ennemi naturel. C'est uniquement dans ses rapports avec le succès de la révolution qu'il envisage la guerre, et l'attitude militaire qui lui paraît nécessaire est complexe, parce qu'il veut tenir compte à la fois du gouvernement impérial et des socialistes allemands. Sur le premier point, il dit :

La guerre menace toutes les conquêtes de la révolution en Russie, Si la noblesse prussienne et la dynastie des Hohenzollern réussissent à maintenir le prolétariat allemand dans l'étau de la discipline, elles essaieront de pénétrer jusqu'au cœur de la Russie. Pourquoi ? En particulier pour détruire les conquêtes de la révolution russe. Ces conquêtes sont la source d'une angoisse cruelle pour le vieux pouvoir en Allemagne. Chaque conquête de la démocratie russe est un gage de la chute de ce pouvoir. L'incendie de la révolution, aujourd'hui ou demain, peut se propager en Allemagne. Il faut l'éteindre immédiatement, et coûte que coûte. Cela peut être fait si les armées allemandes, incapables de se débarrasser du joug de fer de la discipline, se montrent capables d'arriver jusqu'à Pétrograd, jusqu'à Moscou. Voilà pourquoi la démocratie russe, avec une grande impatience, attend les nouvelles, pour savoir comment l'Allemagne répondra aux événements de Russie. Il ne peut y avoir le moindre doute que, pour la lutte contre ce danger, la Russie révolutionnaire et républicaine ne regrettera aucun sacrifice, car pour elle il n'y aurait pas de destin plus amer que de retomber sous le talon des Romanov.

On voit que la guerre n'est aucunement considérée ici comme une guerre de défense nationale, et encore moins sous l'aspect d'un problème de politique internationale, mais uniquement comme une question de politique intérieure russe. Ce n'est pas contre les Hohenzollern, perturbateurs de l'Europe, qu'il s'agit de lutter, mais uniquement contre les Hohenzollern, confrères en despotisme et restaurateurs possibles des Romanov. Le rédacteur reconnaît du

moins qu'une telle lutte est nécessaire pour sauver « les conquêtes de la révolution ». Aussi l'Allemagne s'est-elle bien gardée d'attaquer alors sur le front oriental, ce qui aurait maintenu la discipline militaire et la cohésion nationale en Russie.

L'auteur de l'article s'exagère à la fois la frayeur causée à Guillaume II par la révolution russe, et sa vertu de propagande par l'exemple auprès de la social-démocratie germanique. Il se rend compte, toutefois, que les Allemands ne feront pas de révolution par solidarité, c'est-à-dire pour empêcher Guillaume II de mener la guerre en vue de restaurer Nicolas II. Il se demande alors ce qui pourrait agir sur le peuple allemand. Il faudrait ou une crise intérieure ou un changement dans la situation extérieure. A la crise intérieure de l'Allemagne, la Russie révolutionnaire ne peut pas contribuer. Il reste l'action à exercer sur la situation extérieure, et c'est ici que se manifeste, déterminé par le désir de ne pas gêner un mouvement révolutionnaire hypothétique en Allemagne, le pacifisme de la majorité du Soviet :

> Mais la situation extérieure dépend en grande partie [de la démocratie russe]. La Russie, dans la période de la révolution et de la construction républicaine, ne veut pas et ne peut pas se préparer des buts de conquêtes. Donc tout progrès de la révolution en Russie contribue à fortifier le prolétariat allemand dans l'opinion que, s'il soulève l'étendard de la révolution, il ne se trouvera pas en face d'une ruée des armées russes. Tout progrès de la révolution en Russie délie les mains du prolétariat allemand, rendu libre d'agir dans ses affaires intérieures, et, inversement, tout insuccès de la révolution en Russie fortifie la position de la noblesse prussienne et de la dynastie des Hohenzollern. Et même au cas où l'état des choses en Allemagne serait de nature à provoquer la révolte du prolétariat allemand, le prolétariat se retiendrait de franchir ce pas, s'il y avait danger de voir la Russie retomber sous la botte des Romanov. Il ne faut pas perdre cela de vue. Le jour où il sera clair pour le prolétariat allemand que le retour du tsarisme est impossible, son énergie révolutionnaire sera, par là-même, accrue.

Grandes illusions sur l'esprit et la volonté révolutionnaire du parti socialiste allemand. On le croit disposé à imiter la démocratie russe, et l'on veut rassurer les scrupules du sentiment national des masses allemandes, en répudiant avec force toute ambition de conquêtes. Cette prudence conduit à la conception d'une guerre sur place, où l'on repousserait les attaques, mais où l'on s'interdirait

d'en faire. Une telle conclusion n'est pas, toutefois, expressément formulée, et l'auteur revient brusquement, pour terminer, à la nécessité de résister aux armées allemandes :

> Mais cela ne suffit pas. La Russie, ébranlée par le coup d'Etat intérieur, ne doit pas apparaître aux Hohenzollern comme une proie facile. L'Allemagne noble et monarchique doit savoir que la Russie révolutionnaire consacre tous ses efforts à consolider ses succès, et qu'elle ne reculera devant aucun sacrifice pour répondre à toute offensive par une riposte terrible. En étendant ses succès et conservant son armée dans un état de combativité parfaite, la Russie révolutionnaire facilite l'action révolutionnaire du prolétariat allemand, si le problème d'une telle action est déjà posé par l'évolution des faits en Allemagne.

Hélas, ce souci de maintenir l'armée dans un état de combativité parfaite était tout un problème. En fait, le Soviet et les *Izvestia* ont contribué dès les premiers jours de la révolution à détruire la discipline. Les troupes passaient brusquement d'un régime de l'autorité la plus brutale à un régime de pure licence. Les généraux dont le loyalisme envers la révolution était le plus certain, comme Alexeiev et Radko Dmitriev, se plaignaient. Le numéro 11 des *Izvestia*, du 10/23 mars, publie des ordres du jour de chacun d'eux, mais fait suivre chaque ordre du jour d'un commentaire défavorable, sans aucun examen des faits, ni aucune critique des idées exprimées. C'est la simple affirmation tranchante que ces généraux ne sont pas capables de se débarrasser des idées acquises sous le régime tsariste. C'est un refus de discuter et de chercher à s'entendre. Et naïvement, on ajoute : Ceux-là ont tout de suite reconnu la révolution, que serait-ce des autres?

Dans le même numéro 14, déjà cité, du 14/27 mars, se trouve encore un article intitulé : « La guerre », très important, parce que c'est là, je crois, qu'apparaît pour la première fois la formule de paix proposée quelques semaines plus tard à l'Internationale par le Soviet. Après une analyse rapide de la situation militaire générale, après avoir dit que la guerre sera longue et amènera un épuisement économique terrible et des pertes effroyables de vies humaines, l'article continue ainsi :

> On dit qu'il faut anéantir la puissance militaire de l'Allemagne pour garantir l'Europe contre les guerres futures. Mais c'est là une

hypocrisie grossière. Les guerres ne cesseront pas tant que les gouvernants actuels de l'Europe conserveront le pouvoir, ces gouvernants qui tendent à accaparer les terres étrangères, et à conquérir d'autres peuples. En cela sont coupables non seulement les gouvernants de l'Austro-Allemagne, mais aussi les classes dirigeantes de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

Admettons que la coalition austro-germanique soit complètement battue. Alors la Russie et les Etats alliés prendraient des terres étrangères, puis, au bout de quelque temps, une nouvelle guerre pourrait s'allumer entre les anciens alliés avec la participation de l'Amérique, du Japon et de la Chine. Nous n'avons aucune garantie que les anciens alliés ne se battraient pas à l'occasion du partage de ce qui aurait été conquis, comme cela s'est vu lors de la guerre balkanique, quand, après la victoire sur la Turquie, les Bulgares se sont battus avec les Serbes et les Grecs, et s'il en est ainsi, la « victoire définitive » sur l'Allemagne n'apportera aux peuples de l'Europe aucun avantage. Il nous faut une victoire non sur le peuple allemand, mais sur le gouvernement allemand, sur Guillaume et les classes dirigeantes allemandes.

Comment obtenir cette victoire? Nous devons nous adresser au prolétariat austro-germanique, aux masses populaires et à l'armée, en les invitant à faire tomber leurs gouvernements actuels. En même temps, nous devons déclarer aux peuples de la coalition austro-germanique que le prolétariat, l'armée et les paysans de Russie ne permettront pas la continuation de la guerre pour l'annexion à la Russie de nouvelles régions et pour la réannexion de la Pologne.

J'interromps ici cette longue citation. Il est inutile de discuter les fantastiques imaginations du rédacteur. Sous prétexte d'opposition à tous les gouvernements bourgeois, il en arrive au parfait neutralisme, et considère, en dépit des déclarations officielles, tous les gouvernements alliés comme des gouvernements de proie, aussi bien que le gouvernement allemand, sans même en excepter le gouvernement des Etats-Unis, qui vient, à ce moment, d'entrer en guerre avec un programme de désintéressement, et l'idée précise d'établir la Société des nations. Des faits réels, on ne veut pas tenir compte, on reste dans les généralités vagues, probablement applicables *a priori* à une guerre quelconque, mais qui justement ne sont pas applicables à la guerre actuelle. N'insistons pas.

Mais il est bon de rappeler qu'une dizaine de jours avant la publication de cet article, le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire, Miliukov, avait adressé aux représentants de la Russie à l'étranger les déclarations par lesquelles il définissait la politique extérieure de la Russie nouvelle. Il déclarait le nouveau régime « décidé à

se guider sur les principes démocratiques du respect dû aux peuples, petits et grands, et de la liberté de leur développement, de la bonne entente entre les nations ». Il est vrai qu'il mentionnait le respect des engagements internationaux, et, par des interviews, il ne laissait pas ignorer qu'il demeurait partisan du rattachement à la Russie de Constantinople et des détroits. Cela lui était très âprement reproché. Mais, dans cet article, il n'est pas question de ce problème particulier, et dont la solution ne peut pas laisser la Russie indifférente, c'est la tendance annexionniste en général qui est écartée avec raison, mais dans un esprit injuste de malveillance et de soupçon à l'égard du gouvernement provisoire, sans cependant que l'on ose encore l'attaquer franchement.

La note officielle de Miliukov, répondant à l'appel du président Wilson, disait, en outre, la Russie décidée « à assurer à tout prix au monde une ère de paix entre les peuples, sur la base d'une organisation nationale stable, garantissant le respect du Droit et de la Justice ». Là-dessus, le Soviet et les *Izvestia* n'ont pas d'opinion. Ce sont des mots dont ils n'ont pas perçu le sens. Il est d'ailleurs pénible de constater que les socialistes russes n'ont pas encore découvert ce sens aujourd'hui, et que toute allusion à l'établissement d'un régime juridique pour les rapports entre les nations a disparu des déclarations officielles du gouvernement russe, à partir du jour où Kerensky a remplacé le prince Lvov. Sur ce point, les conceptions des gouvernements provisoires socialistes successifs ont été nettement moins satisfaisantes, aux yeux des démocrates occidentaux, que celles du premier gouvernement provisoire « bourgeois ».

Enfin, les *Izvestia* ne veulent pas que la guerre continue « pour la réannexion de la Pologne ». La formule est très louable, en apparence. Elle semble vouloir dire : un morceau de Pologne a été volé par les tsars, nous répudions toute guerre qui aurait pour but de le reprendre. Mais cela n'était plus, depuis la révolution russe, l'un des buts de la guerre. La note diplomatique avait reconnu le droit des peuples, et le rédacteur des *Izvestia* n'ignorait certainement pas que le gouvernement avait reçu les représentants du peuple polonais, et préparait, d'accord avec eux, une décla-

ration en faveur de la création d'un Etat polonais indépendant et uni, déclaration qui parut trois jours plus tard, le 17/30 mars. Dans ces conditions, la formule du journal veut dire, en réalité : nous nous désintéressons de la Pologne « russe » envahie par les Allemands, et nous ne nous battrons pas pour la libérer et pour fonder une Pologne indépendante.

L'article continue ainsi :

Il faut déclarer ouvertement que les classes laborieuses de Russie sont pour la cessation de la guerre sans aucune conquête (annexions), sans contributions (payement d'argent par les vaincus), et qu'elles reconnaissent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela veut dire que toute région conquise pendant la guerre par n'importe quel pays belligérant doit être déclarée libre et le droit doit lui être donné de résoudre la question de son organisation par un vote du peuple entier.

Voilà enfin la fameuse formule de paix. Elle est expliquée très clairement. Il n'y a aucune équivoque. Déjà, le passage sur la Pologne, qui la précède immédiatement, montre assez que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doit pas être interprété dans le sens fort. Les socialistes russes ne comprennent pas qu'il y ait un intérêt quelconque à donner satisfaction aux aspirations nationales légitimes. Il semble que la question, pour eux, n'existe pas. Les *Izvestia* n'en parlent jamais. Elle ne compte pas dans les origines de la guerre. Evidemment, la nationalité est un phénomène sans importance, qui ne mérite même pas une discussion.

Aussi le droit des peuples est-il ici compris dans un sens très particulier. D'abord, il concerne exclusivement les régions conquises, au cours de la guerre, par l'une ou l'autre des coalitions belligérantes. Il concerne, par exemple, la Pologne russe, mais non le reste de la Pologne, et il concerne le petit morceau d'Alsace que nous avons repris, mais non le reste de l'Alsace.

De plus, ce droit des peuples est reconnu, parce que, si on ne le reconnaissait pas, il n'y aurait qu'à s'incliner devant le fait de la conquête ; mais il n'est nullement conçu comme un droit d'affirmer une nationalité : ce que le peuple serait appelé à résoudre, c'est « la question de son organisation. »

Mais on ne peut pas supprimer avec des mots le fait des nationalités, et l'on ne peut substituer à volonté les théories

arbitraires aux réalités. Les peuples des pays conquis, s'ils devaient exercer leur droit dans les conditions indiquées, seraient mûs, avant tout, par leur sentiment national. Mais imaginez-vous une Pologne indépendante réduite à l'ancienne Pologne russe ? Elle chercherait sans doute quelque autre solution qui ne pourrait être que bâtarde, et dangereuse pour la paix. Et les socialistes ne se sont pas rendu compte qu'en limitant le droit des peuples aux pays conquis, leur désir était bien de restreindre l'arbitraire des conquérants, mais c'est tout de même la carte de guerre qui sert de base à la paix, en sorte que le droit de conquête est par eux restreint, peut-être, mais tout de même reconnu.

En tout cas, le sens de la formule ne prête à aucune ambiguïté, et il est regrettable qu'il n'ait pas été connu dès l'instant où elle a été publiée. Il est vrai que, dépouillée de la phrase explicative, la formule est équivoque. C'est ce qui a fait son succès. Mais sa signification, pour les Russes, a peu varié. La phrase explicative disparaissant, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » n'a plus été qu'un principe vague, sans valeur effective et pratique.

L'article est donc un appel à la paix, à une paix de compromis. Il continue ainsi :

Un tel appel, s'il rencontre la sympathie des masses populaires de l'alliance austro-germanique, mettra fin à la guerre sans autre effusion de sang, et sans autre ruine pour les pays belligérants. Toutefois cet appel peut rester sans résultat, si la coalition austro-germanique a peur d'un coup dans le dos de la part de la France et de l'Angleterre. Il est donc indispensable d'adresser le même appel au prolétariat et aux masses populaires de France et d'Angleterre afin qu'ils obligent aussi leurs classes dirigeantes à s'abstenir d'actes offensifs.

Peut-on compter sur un appel de ce genre?

Suit un long examen des chances de succès de ce plan Naturellement, c'est le progrès des minorités socialistes qui pourrait donner quelque espoir. L'œuvre de Zimmerwald et de Kienthal est approuvée. Mais on se rend compte que ces progrès sont insuffisants, et que, l'Allemagne demeurant ce qu'elle est, l'appel sera vain. Telle est la conclusion attristée de l'article :

Si l'Allemagne ne suit pas notre exemple, et ne triomphe pas du vieux pouvoir. il est difficile de s'attendre à ce que les masses populaires d'Angleterre, de France et d'Italie se prononcent contre la

guerre. Il est fort possible que le gouvernement allemand, avant qu'on puisse le démolir, ait encore le temps d'accomplir bien des malheurs. Il semble que Hindenburg fera une tentative d'offensive en Russie, pour diminuer, par des victoires, l'impression qu'a produite la révolution russe, et pour retarder ainsi l'avènement de la révolution en Allemagne et en Autriche, et de ce côté le danger n'est pas encore écarté. Il faut arrêter l'offensive allemande par une pression sur le front et sur l'arrière. Sur le front, il faut une résistance militaire. Vers l'arrière de l'Allemagne, il faut diriger notre appel pour la cessation au plus vite des hostilités.

Cette fin est extrêmement curieuse. L'auteur comprend que les succès militaires de l'Allemagne sont le moyen le plus sûr, pour le gouvernement impérial, de se garantir contre les velléités oppositionnelles qui pourraient se manifester dans le peuple allemand. Il comprend donc aussi que, à l'inverse, les chances de révolution en Allemagne seraient augmentées si l'empereur subissait une défaite militaire. Et comme il croit à la possibilité d'un réveil démocratique prochain en Allemagne, il devrait, en bonne logique, dire : nous devons combattre et vaincre le Kaiser. Dans l'intérêt de la révolution allemande, dans l'intérêt de la conclusion rapide d'une paix démocratique, et afin d'assurer à la fois la sécurité de la révolution russe et son rayonnement dans le monde, il est nécessaire d'obtenir la victoire.

Mais non, il est trop pacifiste. Voulant la paix, il ne peut pas dire qu'il faut se battre, même lorsque son raisonnement l'oblige à convenir que c'est le moyen le plus rapide pour y arriver. Victoire est un mot qui sonne trop mal à ses oreilles. Et il est très vrai que la victoire est dangereuse et malsaine pour un peuple, à certains égards, parfois tout autant que la défaite. Mais la phobie d'un mot ne doit pas rendre incapable de raisonner. Quelle chute lamentable. Par répulsion purement instinctive contre les idées de bataille et de victoire, il ne s'avoue pas à lui-même la conclusion qui s'impose. Il ne peut cependant la contredire. Et alors il se contente de la réduire à cette proportion ridicule : « il faut une résistance militaire ».

II

L'appel dont il est question dans cet article a été publié dans le numéro 15 des *Izvestia*, du 15/28 mars. Voici ce document, dont la presse a donné un résumé d'ailleurs assez exact :

Manifeste a tous les peuples

Nous, ouvriers et soldats russes, réunis dans le Soviet des délégués ouvriers et soldats de Pétrograd, nous vous adressons notre ardent salut, et vous annonçons le grand événement. La démocratie russe a réduit en poussière le despotisme séculaire du tsar, et entre dans votre famille comme membre jouissant de tous ses droits et comme une force redoutable pour la lutte en vue de notre commune délivrance. Il n'existe plus, le pilier redoutable de la réaction mondiale, le « gendarme européen ». Que la terre sur son tombeau lui soit lourde comme le granit ! Vive la liberté ! Vivent la solidarité internationale du prolétaire et sa lutte pour la victoire finale !

Notre œuvre n'est pas encore accomplie. Beaucoup d'ennemis concentrent encore des forces contre la révolution russe. Pourtant, immenses sont nos conquêtes. Les peuples de la Russie exprimeront leur volonté dans la Constituante, mais on peut, avec assurance, affirmer déjà que c'est la république démocratique qui triomphera en Russie.

Nous nous adressons à tous les peuples exterminés et mutilés par la guerre monstrueuse. Nous déclarons qu'il est temps de commencer une lutte décisive contre les tendances annexionnistes des gouvernements de tous les pays. Il est temps que les peuples prennent entre leurs mains la décision dans la question de la guerre et de la paix.

Nous nous adressons à nos frères prolétaires de la coalition austro-germanique, et surtout au prolétariat germanique. Dès les premiers jours de la guerre, on vous a persuadés que vous leviez les armes contre la Russie absolutiste, que vous défendiez la culture contre le despotisme asiatique, mais désormais une telle excuse n'existe plus. La Russie démocratique ne peut être une menace à la liberté et à la civilisation. Nous allons fermement défendre notre liberté contre tout gouvernement réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur. La révolution russe ne reculera pas devant les bayonnettes des conquérants, et ne permettra pas à une force militaire extérieure de l'écraser. Nous vous invitons à vous débarrasser du joug de votre régime semi-absolutiste, de même que le peuple russe a secoué le joug de l'absolutisme tsariste, — à vous refuser à être des instruments d'annexion et de violence entre les mains des rois, des propriétaires fonciers et des banquiers, et à faire cesser ensemble et d'un commun accord le terrible massacre qui fait la honte de l'humanité, et qui obscurcit les grands jours de la naissance de la liberté russe. Fraternellement, nous vous tendons les mains à travers les montagnes des cadavres de frères, à travers les rivières de sang innocent et de larmes, à travers les ruines fumantes des villes et des villages, à travers les trésors de la culture perdus. Nous appelons à la reconstitution et à l'affermissement de l'unité internationale. En elle est le gage de notre future victoire et de la libération complète de l'humanité !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

On peut trouver ce document assez anodin. Ce n'est pas, à proprement parler, un acte, puisque ses auteurs, si grandes que soient leurs illusions sur l'esprit démocratique et révolutionnaire des socialistes allemands, se rendent tout de même compte que l'appel adressé au parti de Scheidemann restera vain. Il apparaît donc, en définitive, comme une simple manifestation verbale. On y voit une sorte d'orgueil naïf à célébrer le grand événement, la chute du tsarisme. Les socialistes russes en reçoivent l'impression qu'ils sont désormais à la tête de la démocratie mondiale, et qu'ils vont la diriger. Toutefois, ils glissent rapidement sur la question de l'annexionnisme et de la paix. Il n'y a là qu'une indication légère, en passant. On y reviendra. Pour le moment, c'est particulièrement vers la social-démocratie allemande qu'ils se tournent, pour l'inviter à faire, elle aussi, sa révolution. Le geste est assez élégant. Mais les articles qui ont précédé et préparé la publication du manifeste sont beaucoup plus révélateurs d'une politique et d'une mentalité déterminées que ce document lui-même. Il y a lieu d'être quelque peu surpris de la place qui lui est attribuée par les socialistes russes dans l'histoire politique de leur révolution, car il est mentionné fréquemment, et considéré comme une page très importante.

Il serait bon de comprendre la raison d'une telle opinion, que le texte ne suffit pas à expliquer.

Si l'on veut considérer les articles qui l'ont préparé comme l'« exposé des motifs » du manifeste, on voit bien que celui-ci n'est pas en contradiction avec les articles, mais tous les arguments qui, dans les articles, étaient choquants par leur neutralisme, et toutes les tendances à la paix de compromis ont disparu du texte voté. Un Russe patriote et démocrate, donc nettement antiannexionniste, mais, de plus conscient de la nécessité de poursuivre énergiquement la guerre, aurait désapprouvé les articles, et pouvait approuver le manifeste. Ce qui l'aurait choqué dans les articles avait disparu du manifeste, ou n'y restait que sous des formes soit atténuées soit difficiles à déceler, comme dans la phrase sur les tendances annexionnistes des gouvernements de *tous* les pays, ou lorsque l'on affirme que la révolution russe « ne

reculera pas devant les bayonnettes des conquérants », formule négative, dangereusement compatible avec le refus de toute offensive.

De tels détails montrent avec évidence que le manifeste a été l'œuvre prudente de rédacteurs qui voulaient surprendre l'adhésion de votants avec lesquels ils n'étaient pas complètement d'accord, et que ces rédacteurs étaient les mêmes que ceux des *Izvestia*, ou, du moins, partageaient les mêmes idées. Des socialistes à tendance neutraliste, partisans d'une paix blanche rapidement conclue, et désireux de réduire l'action militaire à une stricte défensive, ont craint d'effaroucher les membres du Soviet plus patriotes ou plus belliqueux par des formules claires, dès le premier vote important, et ils ont voulu les entraîner insensiblement. Cela est, d'ailleurs, une méthode courante en politique. Mais cela prouve une habileté déjà exercée, et la méthode devait réussir aisément auprès de la grande masse du Soviet, qui était sans défense contre ces procédés inconnus d'elle. Les maximalistes, naturellement, ont laissé faire. Mais la manœuvre n'est pas leur fait. Elle est le fait de leurs rivaux, de la fraction socialiste qui devait arriver au pouvoir quelques semaines plus tard.

L'appel a été voté à la séance du Soviet du 14/27 mars, dont le compte rendu est donné dans le numéro 16, du 16/29 mars. Voici en quels termes Tchkeidzé en a proposé l'adoption. Après avoir dit qu'il s'agissait d'un acte ayant valeur pratique, il dit :

En nous adressant aux Allemands, nous ne laissons pas tomber le fusil de nos mains. Seulement, avant de parler de paix, nous invitons les Allemands à nous imiter et à faire tomber Guillaume, qui a entraîné le peuple dans la guerre, comme nous avons fait tomber notre absolutisme. Si les Allemands ne font pas attention à notre appel, nous lutterons pour notre liberté jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Nous faisons notre proposition les armes à la main. Le principe de notre appel, c'est : à bas Guillaume.

Quelques lecteurs se rappelleront sans doute avoir lu ces paroles de Tchkeidzé dans les journaux français du moment. Elles sont d'accord avec le manifeste, mais bien différentes par l'accent. Cela tient à ce que l'on tenait beaucoup à obtenir l'unanimité. L'appel était considéré comme un acte de la plus haute importance, auquel il importait de conférer un

caractère de solennité. Les maximalistes étaient acquis. L'opposition entre eux et la masse du Soviet était, d'ailleurs, en ces premiers temps de la révolution, beaucoup moins vive qu'elle le devint plus tard. L'un d'eux, Stieklov, avait même dit : « Si nous nous mettons tous d'accord, la guerre peut être arrêtée, mais nous ne devons pas oublier que l'ennemi est sur notre terre. Donc, aux ouvriers d'Autriche et d'Allemagne il faut nous adresser particulièrement. » Il n'y avait donc pas à plaider en faveur du manifeste auprès des maximalistes. C'était aux éléments les plus belliqueux du Soviet qu'il fallait surtout s'adresser pour obtenir leur vote en leur montrant que l'appel n'était pas une manœuvre pacifiste. C'est pourquoi Tchkeidzé, ayant à répondre à un orateur qui avait dit la nécessité de l'ordre pour défendre la liberté contre l'ennemi, prononça des paroles d'un accent guerrier.

Et, faute de connaître les articles des *Izvestia* et l'allure générale des débats, le public français fut trompé sur la signification véritable de l'appel, et put croire que la majorité du Soviet était beaucoup plus résolue à mener la guerre qu'elle ne l'était en réalité. Les chefs de cette majorité n'étaient, d'ailleurs, pas fâchés de répandre de telles illusions.

Quelques jours plus tard, à l'ouverture du Congrès des Soviets de toute la Russie, le même Tchkeidzé, dans le discours inaugural qu'il prononça comme président, montra bien que la phrase essentielle du manifeste était celle qui visait « les tendances annexionnistes des gouvernements de tous les Etats. » Ce discours est donné dans le numéro 28, du 30 mars/12 avril :

> ... Je crois, camarades, que le moment est arrivé, où les peuples doivent prendre en mains la question de la guerre et de la paix, et, partant de là, il me semble que nous pouvons dire que nous marchons avec tous ceux qui proclament des exigences décisives en face des gouvernements et des cliques bourgeois et capitalistes, afin que ces gouvernements et ces cliques renoncent à toutes les prétentions conquérantes et annexionnistes.
>
> C'est le premier pas, camarades, pour que les gouvernements de tous les pays belligérants entreprennent immédiatement la révision de leurs traités... C'est dans cette voie que doit être dirigé notre travail. Ceci, camarades, est le pas qui nous rapprochera de la liquidation de la guerre.

Le ton belliqueux a disparu, et désormais toute l'activité du Soviet se concentre sur la question de l'annexionnisme et de la paix à obtenir par le renoncement aux annexions, sans que le reproche de vouloir des conquêtes soit jamais adressé particulièrement aux empires centraux, tandis que parfois, il est adressé particulièrement à la France et à l'Angleterre. A lire articles et discours, on ne croirait pas, la plupart du temps, qu'ils sont écrits et prononcés par des hommes dont le pays prend part à la guerre. On croirait qu'ils proviennent de neutres atteints de la maladie du neutralisme, qui consiste, comme on sait, à craindre surtout d'offenser les coupables. Tout cela ressemble, en particulier, à ce qui peut se lire dans un journal comme *Social Demokraten* de Copenhague, l'organe officiel du parti socialiste danois. Or la social-démocratie danoise, comme l'a dit justement la revue danoise *Le spectateur hebdomadaire*, n'est guère qu'une section provinciale de la social-démocratie allemande.

Et il convient de répéter, encore une fois, qu'il ne s'agit pas ici des maximalistes, c'est-à-dire d'un mélange d'impossibilistes fanatiques et de gens vendus à l'Okhrana ou à l'Allemagne, mais uniquement des socialistes qui sont entrés dans le deuxième gouvernement provisoire au mois d'avril.

III

Et pourtant, la révolution russe a été faite dans l'intérêt de la guerre.

Car enfin, ce ne sont pas des clameurs pour la paix qui ont provoqué la révolution. Le tsar n'a pas été renversé parce qu'il voulait mener la guerre à outrance. Tout au contraire, il a été renversé parce que, non pas lui, qui comptait de moins en moins, mais son gouvernement, celui de Stürmer et de Protopopov, sabotait la guerre et menaçait de conclure une paix séparée. Je ne parle pas ici des émeutes qui ont éclaté à Petrograd le 27 février/12 mars. Ce n'était pas la première fois qu'il éclatait des émeutes à Petrograd, et cela n'aurait pas eu grande importance, si la révolution n'avait pas été « dans l'air. » Elles n'ont été que l'occasion. Ce qui a été la cause immédiate de la révolution, la vraie raison qui a fait qu'elle était « dans l'air », à la fin de février,

c'était le sabotage de la guerre. Le mécontentement à ce sujet s'était manifesté très violemment à la Douma dans tous les partis, et l'on savait qu'il n'était pas moins vif parmi les officiers, notamment parmi les généraux les plus importants. Il est vrai qu'à la Douma on s'effrayait d'une révolution faite en pleine guerre, et on redoutait l'anarchie, sans quoi la Douma aurait elle-même donné le signal, et la révolution aurait sans doute eu lieu plus tôt. Mais, par cette prudence, la Douma l'avait d'autant mieux préparée.

Dans tout cela, Douma, corps des officiers, zemstvos, on ne voit pas le peuple russe. Comment aurait-on pu l'apercevoir, d'ailleurs, en régime tsariste? Tout ce que l'on sait, c'est qu'il n'a pas résisté à la révolution, au moment même où elle se faisait. A Pétrograd, il y a collaboré ardemment par l'extension tout de suite donnée aux émeutes, par l'appui des troupes et même des cosaques. Partout, elle a été immédiatement très bien accueillie. Or, le peuple, au moins à Pétrograd, à Moscou, et dans les armées, ne pouvait guère ignorer que la révolution était faite dans l'intérêt de la guerre. Ceci constitue évidemment une présomption de son acquiescement.

Faut-il croire, malgré cela, qu'en réalité il voulait la paix, n'importe quelle paix, pour qu'on en finît le plus vite possible?

Certes, cela aurait été bien naturel de la part d'un peuple très pacifique par tempérament, qui avait beaucoup souffert de la guerre, qui avait subi des pertes effroyables, qui se trouvait désorganisé dans toute sa vie économique plus qu'aucun des Etats alliés, et dont la population ignorante pouvait difficilement comprendre qu'il y eût intérêt et nécessité, pour la masse elle-même, à continuer une lutte semblable. Pour maintenir un pareil peuple en état de combativité, après deux ans et demi de guerre, il était naturel de penser qu'un gouvernement populaire aurait fort à faire, et risquerait d'y perdre son autorité et de n'être pas obéi. Or, on vient de voir que le Soviet s'est contenté d'affirmer la nécessité d'une attitude militaire défensive, ce qui n'était guère fait pour soutenir le moral des troupes, et l'on sait que, de plus, par des mesures positives, souvent bonnes dans leur principe, mais prises à la hâte et souvent absurdes, il s'est empressé de détruire l'autorité des officiers et de donner toutes les facilités aux propagandes pacifistes, et même défaitistes. Dans ces conditions, l'armée ne pouvait que se débander, et c'est ce qui est arrivé. Ce qui est surprenant, c'est que les « permissionnaires volontaires » n'aient pas été encore plus nombreux.

Faut-il croire qu'en agissant ainsi, le Soviet ait été d'accord avec le sentiment profond du peuple russe?

On pourrait le penser — *a priori*, pour les raisons que je viens de dire — et aussi à cause de sa composition même, puisqu'il était élu par les ouvriers et les soldats de Pétrograd. Sans doute, les ouvriers ne sont encore qu'une très petite partie du peuple russe, mais la plupart sont d'origine paysanne, et les soldats sont, en grande majorité, des paysans. Les régiments de Pétrograd venaient de régions variées. Le Soviet semblait donc devoir être passablement représentatif. Il est vrai que les élections ne paraissent pas avoir été faites bien régulièrement. Et surtout, même lorsqu'elles étaient régulières, il était évidemment facile aux habitués de la politique de se faire élire par une masse d'hommes trop nouveaux à la vie publique. Il y a eu accaparement des sièges du Soviet par les socialistes, notamment par les maximalistes. Cela était inévitable, car il n'y avait pas d'autres partis organisés qui pussent présenter des candidats devant les ouvriers et soldats de Pétrograd en pleine crise révolutionnaire. Mais il y a eu sans doute, quand même, bon nombre de membres du Soviet qui n'étaient pas des socialistes, qui étaient simplement des camarades en qui leurs électeurs avaient personnellement confiance. Malgré cela, le Soviet a été une assemblée purement socialiste. La raison en est simple. C'est que les socialistes, par l'habitude des réunions et des congrès, connaissaient la technique des débats, et s'avançaient avec une prudence progressive, tandis que les nouveaux venus, isolés, sans plan d'action, ignorant tout de la méthode, et d'ailleurs, la plupart, sans idées arrêtées, étaient incapables de faire valoir leurs opinions. Il y a un apprentissage de la liberté.

Or, les partis socialistes russes, qui ont compté une foule d'hommes admirables, et qui ont eu à mener contre un

régime odieux une lutte terriblement dure, ont été, à cause même des conditions de cette lutte, moins expressifs qu'il n'eût été désirable du sentiment national. Ils étaient nécessairement peu nombreux, vu la difficulté du recrutement et de la propagande pour des partis traqués par la police. Les réunions et la presse leur étaient interdites, et ils étaient obligés d'agir en conspirations, en sorte qu'ils ne pouvaient entrer en relations libres et directes avec un vaste public, qui, à son tour, eût réagi sur eux. Et puis, les socialistes russes se recrutaient naturellement surtout dans les régions économiquement les plus avancées, où prédominaient les allogènes, ce qui ne pouvait pas faciliter l'établissement d'un contact vraiment intime entre la nation russe et les partis socialistes. Enfin, un grand nombre des socialistes avaient perdu complètement ce contact, parce qu'ils étaient proscrits ou recherchés par la police, et réfugiés en Occident ou en Amérique.

Ceci n'est pas une critique des partis socialistes russes, car ils n'étaient pas responsables du régime politique où ils exerçaient leur action, et contre lequel ils luttaient. Au contraire, les obstacles n'ont pu que rehausser les mérites des socialistes russes, dont le dévouement et l'héroïsme d'un grand nombre d'entre eux sont légendaires. Et il est surprenant qu'ils aient pu, dans des conditions pareilles, conquérir un si grand ascendant sur le peuple russe. Mais il est bon de se rendre compte, en même temps, que, par le fait même de ces conditions, les partis socialistes vivaient un peu en marge de la vie nationale, et pouvaient ne pas se trouver toujours en union profonde avec elle.

Les partis socialistes de tous les pays se font honneur de ne pas suivre docilement, jusque dans ses fluctuations, le sentiment populaire. Ils ont une doctrine qui exprime, d'après eux, le sentiment populaire tel qu'il *devrait* être. Leur rôle est donc de résister au sentiment populaire, tel qu'il est, et de l'amener à eux. Par là, les partis socialistes prennent volontairement une position un peu à part dans chaque nation Mais les peuples sont déjà suffisamment rapprochés du socialisme pour que cela soit désormais peu sensible. En Russie, seulement, le tsarisme a fait que les partis socialistes n'ont pas pu s'installer au cœur même de la nation. Ils

ont rayonné sur elle, pour ainsi dire, du dehors, sans que la nation, à son tour, ait pu, autant qu'ailleurs, les pénétrer de son esprit. C'est ainsi que le Soviet, entièrement dominé par les partis socialistes, ne peut donner l'idée de ce que pensait le peuple russe.

Faut-il donc renoncer à connaître la vraie pensée de ce peuple ? Faut-il renoncer à savoir s'il était d'accord avec la Douma et avec le premier gouvernement provisoire, qui voulaient la victoire pour le droit des peuples et pour une paix démocratique de rénovation mondiale, ou avec le Soviet, qui avait l'illusion de croire qu'une paix de compromis pouvait hâter la fin de la guerre et être durable? Le peuple russe a-t-il été muet après sa révolution, comme sous le tsarisme?

La révolution a ouvert une ère de liberté. Réunions, manifestations, presse, tout a été libre, au moins au début. Ne parlons pas de la presse : il faut, pour publier des journaux, de l'argent, un minimum d'instruction et de connaissances professionnelles, de l'organisation. Le moyen d'expression le plus simple pour les sentiments d'un peuple fruste, c'est la manifestation publique. Il y en a eu presque chaque jour dans les premiers temps de la révolution. La plus importante et solennelle a eu lieu le 16/29 mars, à propos de la prestation de serment de l'État-major de la garnison de Pétrograd au gouvernement provisoire. Ce jour-là, les régiments défilèrent par les rues en jouant la Marseillaise, et s'arrêtèrent, notamment, devant la Douma, et de nombreux discours furent prononcés. Les drapeaux portaient des inscriptions significatives : « Soldats, aux tranchées ; ouvriers, à l'usine! »— « Victoire pour la liberté! »— « Confiance dans le gouvernement provisoire! »— « Guerre jusqu'à la victoire ! ». Les *Izvestia* du lendemain ont cité quelques-unes de ces inscriptions, et n'en mentionnent pas d'une tendance opposée. Mais le journal du Soviet n'est pas content, et dans un article de tête, assez gauche, il critique particulièrement la formule : « Guerre jusqu'à la victoire! » Il trouve qu'elle n'est pas claire. Que signifie la victoire? Il y en a de toutes sortes, et elles peuvent être obtenues par des moyens très divers. Après quoi, il propose de

remplacer la formule incriminée par : « La guerre pour la liberté ».

J'estime que ce fait, confirmé par les *Izvestia*, qui ne peuvent en diminuer la portée par aucune circonstance ou explication atténuante, et qui n'osent pas blâmer franchement le patriotisme des troupes, est une indication très précieuse.

Au cours de la manifestation, devant le régiment des Semenovtsi, Tchkeidzé explique le manifeste aux peuples du monde, qui avait été voté l'avant-veille, et il termine en disant :

« Prouvez que celui qui porterait atteinte à votre liberté rencontrerait votre résistance. Vive l'armée, où la discipline est basée sur la confiance mutuelle entre les soldats et les officiers. »

C'était suggérer, sous une forme discrète, l'idée de la simple résistance armée, dans un intérêt de pure politique intérieure. — Rodzianko, président de la Douma, parla ensuite de l'Allemagne, « l'ennemi le plus terrible de la Russie ». Ses paroles, disent les *Izvestia*, soulevèrent l'enthousiasme. — Alors Tchkeidzé éprouva le besoin de faire une diversion, et parla de la terre, ce qui est le grand moyen de séduire le peuple en Russie. Moins habile, un soldat invita le public à ne pas avoir confiance en Rodzianko et dans la Douma. — Ceci ramena Rodzianko. Son discours produisit une impression énorme, et il fut porté en triomphe.

Un autre incident se produisit au passage du 3me régiment de tirailleurs. Une femme prononça un discours pacifiste, qu'elle termina par le cri : « A bas la guerre ! » L'indignation parmi les soldats fut violente. Il y eut un véritable tumulte. Ils criaient : « Jetez-la sur nos bayonnettes ! » Leur chef s'efforça de les calmer, tout en leur disant de « ne pas écouter des appels malfaisants ». Son intervention ne put apaiser les soldats, qui menaçaient la femme, et demandaient qu'elle fût arrêtée, ce que l'on fut obligé de faire.

Si de tels incidents étaient racontés dans un journal quelconque, on pourrait penser ou bien qu'ils ont été grossis et déformés, ou bien que, dans la confusion d'une période révolutionnaire, ils expriment les sentiments d'une partie du peuple et des soldats, et qu'il a pu se produire aussi d'autres incidents, d'une signification opposée. Mais c'est dans les *Izvestia* que se trouvent ces récits, et il n'y a pas de contre-partie. On peut en conclure avec certitude que, à Pétrograd même, dans les premières semaines de la révolution, le sentiment populaire profond et instinctif s'accordait avec la politique du gouvernement provisoire plutôt qu'avec celle du Soviet. Et cela explique les précautions prudentes du Soviet, qui a paru d'abord accepter la politique du gouvernement provisoire, et n'a révélé la sienne que d'une manière savamment progressive. Le peuple et les soldats n'avaient naturellement pas conscience de l'opposition réelle entre ces deux politiques, et même, par un sentiment de classe et un instinct révolutionnaire, ils mettaient une confiance particulière dans le Soviet, qui leur paraissait mieux désigné pour être leur vrai représentant. C'est cela qui faisait la force de cette assemblée, car elle ne pouvait vivre qu'avec l'appui du peuple. Mais elle s'est appuyée sur le peuple pour faire triompher sa politique propre, qui était opposée alors à celle du peuple.

Voilà ce que je trouve dans les *Izvestia* en ce qui concerne Pétrograd. Passons à la province. Elle est représentée par les résolutions envoyées de partout, et dont un petit nombre sont insérées dans chaque numéro. Il y en a de toutes sortes. On conçoit que les partis socialistes, qui sont organisés, et le Soviet, qui peut envoyer partout ses émissaires, n'ont pas manqué de proposer aux assemblées des villages ou des régiments, le vote de résolutions qui renvoyaient ainsi à Pétrograd l'écho de la pensée tantôt des *Izvestia*, tantôt de *Pravda*, l'organe des maximalistes. On lit, par exemple, dans le numéro 22, du 23 mars/5 avril, un appel de la 109e division :

... 3e Sans rejeter la défense active, nous exigeons que l'on entame immédiatement des pourparlers de paix entre tous les pays belligérants, et que l'on agisse en même temps sur la conscience des masses populaires en vue de faire cesser la guerre, qui profite à la classe bourgeoise, et épuise la force du peuple.

On voit clairement dans ce texte des formules clichées

qui ont été répandues par une propagande organisée, qui a pu surprendre parfois la conscience d'assemblées politiquement sans défense, et qui, surtout, a certainement su faire paraître beaucoup plus répandues qu'elles n'étaient en réalités les opinions exprimées (1).

Or, il est curieux de constater que les résolutions de cette sorte ne sont nullement les plus nombreuses. Voici par exemple les officiers et soldats de l'intendance du front nord qui ont discuté, le 13/26 mars, sur le fait que des gens mènent une agitation pour la cessation immédiate de la guerre. A l'unanimité, ils déclarent (numéro 17, du 17/30 mars) :

Il faut considérer cette agitation comme criminelle et extrêmement dangereuse pour la Russie, parce que la victoire obtenue sur l'ennemi intérieur par le sang du peuple peut être consolidée seulement par une complète victoire sur l'Allemagne qui est le dernier rempart de la monarchie en Europe.

Viennent ensuite, dans le même numéro, des appels contre la désertion.

Parmi ces résolutions patriotiques, en voici une que je vais donner intégralememt. Elle émane de la 3e division des tirailleurs de Sibérie, qui étaient sur le front, le 16 mars, et se trouve dans le nº 28, du 30 mars/12 avril. Des Russes m'assurent qu'elle contraste par le style avec ce qu'on lit habituellement dans les *Izvestia*. La langue en est simple, pas très correcte, dépourvue de néologismes d'origine étrangère, mais elle a une saveur populaire qui permet d'affirmer que les rédacteurs ont été des paysans russes.

La libération du peuple est maintenant accomplie. Le soleil de la liberté brille sur la patrie. Nous savons que notre patrie, qui a supporté avec honneur les dures épreuves du sombre passé, aujourd'hui libérée, attend un grand avenir. Nous savons que le peuple russe libre ne peut pas se déshonorer par une paix honteuse. Sa liberté et son avenir seront décidés par cette guerre. La guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète. La liberté ne peut pas aller avec la honte.

Camarades soldats de toute la Russie, nous devons donner la victoire à la patrie. Donc, ordre complet, et travail amical et honnête, d'accord avec les officiers. La discipline des armées et le talent des chefs rendent une armée redoutable. Donnons tout notre enthousiasme et toute notre force, et nous allons vaincre.

Camarades ouvriers, nous vous adressons notre salut chaleureux. Avec votre sang, avec votre vie, vous avez ouvert la voie de la liberté pour le peuple. N'abandonnons pas notre liberté, notre bonheur, à la honte, à l'ennemi. Maintenant, nous attendons de vous du travail, du travail de toutes vos forces, du travail pour la défense.

Nous savons maintenant que, parmi vous, il n'y a pas un seul parti qui désire la paix, la paix coûte que coûte. Nous savons que la classe dirigeante allemande mène la guerre pour la domination sur nous, tandis que nous menons la guerre pour notre indépendance et notre liberté. La liberté est incompatible avec la défaite. Quand il y aura la victoire, il y aura la paix, et alors on aura le temps de résoudre les questions économiques. Rappelez-vous que les dissensions nous conduiraient à une défaite et à la reconstitution de l'ancien régime.

Citoyens de la terre russe, par le travail de chacun de nous se crée l'histoire du peuple. Nous avons supporté un temps dur, nous avons conquis la liberté. Il faut la consolider. La victoire va nous garantir notre liberté. La victoire n'a pas ménagé et ne ménagera pas les vies, mais la victoire et la liberté ne peuvent être obtenues que par un travail organisé et unanime.

Vivent la grande Russie libre et son premier gouvernement populaire !

(1) Il est intéressant de lire, dans la *Rabotchkaia Gazeta*, organe minimaliste, un compte rendu édifiant de la manière dont les résolutions propagées par les maximalistes eux-mêmes étaient votées par de faciles escamotages. Récit reproduit dans la *Retch* du 30 avril, nº 89.

Cet appel naïf, plein de répétitions, mais où la pensée simple et droite rencontre quelques expressions heureuses, est exceptionnel en ceci que l'on n'y parle pas du Soviet. Habituellement, dans les résolutions inspirées par le même esprit, et rédigées dans la même langue, hommage est rendu conjointement au Soviet et au gouvernement provisoire. Parfois même, on forme le vœu qu'ils restent unis (délégués de la 1re armée, nº 29).

Souvent, les *Izvestia*, en publiant une résolution, y ajoutent un commentaire d'approbation ou de critique. A propos, par exemple, d'accusations contre la *Pravda*, qui « est pacifiste et trahit la liberté », le journal du Soviet défend son confrère léniniste (nº 21). L'appel que l'on vient de lire est publié sans commentaire. Mais le lendemain (nº 29, du 31 mars/13 avril), l'article de tête est intitulé : « Les partisans de la paix et les partisans de la guerre », où, sans allusion à l'appel, il y est répondu. Etre partisan de la guerre jusqu'à la victoire, c'est se faire l'allié de la bourgeoisie, c'est encourir la responsabilité de la prolongation de la guerre. On connaît l'argument.

Bien plus nombreux encore sont les ordres du jour

et résolutions où est affirmée la nécessité de poursuivre énergiquement la guerre, et qui ont été publiés dans d'autres journaux. En général, ce sont des textes que l'on a sans doute négligé d'envoyer au Soviet et aux *Izvestia*, parce que l'on y reconnaît seulement l'autorité du gouvernement provisoire. Et ces ordres du jour proviennent de réunions populaires. En voici un (n° 25 de *Retch*, du 25 mars), qui est très curieux, en ce qu'elle rappelle les cahiers des paroisses pour les Etats généraux par la précision de ses revendications restreintes à des questions d'administration locale et de production agricole. Cela est naturel, puisque cet ordre du jour a été voté par le congrès des délégués des communes et des coopératives paysannes du gouvernement de Simbirsk. Une seule phrase, placée en tête, exprime une préoccupation d'un autre ordre : « La guerre doit être menée jusqu'à une fin victorieuse ».

Le peuple russe est profondément pacifique de sa nature. Ceux-là même, parmi les paysans russes, qui affirmaient le plus hautement, au mois de mars, la nécessifé de se battre et de vaincre, ne le faisaient pas d'un ton belliqueux, et ne reniaient pas leur pacifisme naturel. Ce n'est pas au bout de deux ans et demi de guerre que des paysans et ouvriers pouvaient s'enthousiasmer pour une vaine gloire militaire. Il n'y avait, d'ailleurs, personne qui cherchât alors, en Russie, à susciter chez eux un pareil enthousiasme, toujours factice. Le gouvernement provisoire, tout en disant qu'il fallait faire la guerre, n'avait pas un accent guerrier. Le Soviet ne parlait que de résistance. Il est d'autant plus remarquable que ce soit précisément dans les manifestations populaires, et parmi celles-ci, dans les plus évidemment spontanées, que l'on trouve la conscience la plus claire et la plus vigoureuse de la nécessité, pour la Russie révolutionnaire, de mener énergiquement la guerre.

Nécessité pénible, et reconnue telle. Pas de conquêtes. Pas de gloriole. Mais c'est nécessaire, pour l'honneur, et pour consolider la liberté conquise. Il en est même, parmi les résolutions que je n'ai pas citées, qui ajoutent : pour libérer les régions envahies et les peuples opprimés.

Voilà le peuple russe du mois de mars, tel qu'il m'est apparu derrière l'institution nouvelle, et soi-disant représentative, qui le masquait. Si ce peuple avait eu des chefs de la politique réellement d'accord avec sa pensée, il aurait tenu sa place parmi les alliés dans la guerre, et pour une paix libératrice, juste et durable.

Les lecteurs pourront être surpris d'une telle conclusion. Ils auraient sans doute haussé les épaules si je n'avais publié un certain nombre de textes. Les Russes, eux-mêmes, à qui j'ai montré ces textes, en ont été surpris. C'est que l'histoire est pleine de commencements qui n'ont pas de suite, et si nous sommes curieux de rechercher les premiers germes, à peine viables encore, des grands faits qui se produisent, nous avons, par contre, tendance à négliger les indices, même déjà sérieux, de possibilités qui ne se sont pas réalisées. Il s'est opéré une substitution du Soviet au peuple russe, qui n'avait pas une éducation politique suffisante pour parvenir à se faire entendre, ni même pour prendre conscience de lui-même comme être collectif. Et peu à peu le peuple russe a cru que le Soviet exprimait la conscience nationale, et ses idées se sont, dans une large mesure, modifiées.

Pauvre peuple russe. Il a plutôt « une mauvaise presse » chez les alliés. Et bien des Russes ne sont pas contents de lui. Que de Russes on entend dire : « C'est une honte d'être russe. » Et un jour, comme j'avais entendu des paroles d'avertissement très sévères prononcées d'un ton âpre à l'adresse de la Russie, un socialiste russe me dit : « C'est désagréable à entendre, mais je n'ai rien à objecter ».

J'ai été heureux de constater que l'analyse du premier mois des *Izvestia* réhabilite le peuple russe.

Mais il y a aussi un autre et pénible enseignement à en tirer. C'est que, s'il y a lieu de faire une grande différence entre les maximalistes et la majorité du Soviet primitif, il faut aussi se garder de considérer tout simplement les uns comme des ennemis, et les autres comme des amis. Les maximalistes sont des ennemis. Les socialistes de l'ancienne majorité du Soviet ne sont pas des ennemis, mais ne sont pas non plus de véritables alliés, ni dans la guerre, ni pour la paix. Par les tendances de leur esprit, ils se rapprochent des neutres, et non pas même des plus bienveillants.

25 novembre 1917

L'ACTION NATIONALE

Revue Mensuelle

Paraissant le 25 de chaque mois

Rédaction et Administration : 18, Rue Duphot. — Paris-1[er]

Telephone Gutenberg 41-34

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France et Colonies	Un an	30 francs	Étranger	Un an	36 francs
	Six mois	15 fr 50		Six mois	19 —

PRIX DU NUMÉRO .... 3 francs

L'Action Nationale qui parait depuis Decembre 1908 a publié les articles suivants :

T. Steeg : *L'Enquete de l'Action Nationale sur l'action parlementaire et la prochaine legislature.*
— *L'Université française a l'Etranger.*
— *Police et Justice.*
— *Un budget industriel des P. T. T.*
— *Politique militaire et politique fiscale.*
— *La représentation proportionnelle et la réforme administrative.*
Victor Margueritte : *La réforme militaire.*
P. Painleve : *Le programme naval.*
Ch. Andler : *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine.*
Gabriel Seailles : *Le réveil des nationalites.*
Ferdinand Buisson : *La gratuité de l'ecole primaire.*
A. Messimy : *Le service militaire des indigènes algeriens.*
Emile Levasseur : *La dépopulation française.*
Charles Richet : *L'éducation physique.*
H.-G. Wells : *Considerations sur le socialisme.*
A. Aulard : *Les traités secrets.*
Maurice Viollette : *Le developpement de l'Afrique Occidentale française.*
Marcel Sembat : *La R. P. et l'avenir de la République.*
J.-L. de Lanessan : *Rapport secret sur le Congo français.*
Charles Gide : *Le mouvement coopératif en France.*
Général Lebas : *La reorganisation de l'armee.*
Jean Norel : *La defense des cotes.*
Pierre Baudin : *La houille blanche.*
Marcel Regnier : *Trois organisations de chemins de fer d'Etat.*
Georges Lorand : *La neutralite belge.*
C. Bouglé : *La vie intellectuelle en France.*
Sir John Tollemache Sinclair : *Le péril allemand et l'Angleterre.*
Albert Métin : *L'instruction publique en Indo-Chine.*
Marius Richard : *L'outillage national.*
Jules Boissiere : *L'unité morale de la race annamite.*
Dr Firmin Duguet : *L'etat sanitaire de l'armee française.*
Paul Louis : *Le mouvement syndical dans le monde.*
Maurice Bellom : *Les pensions des fonctionnaires en cas de guerre.*
Dumur : *La situation de la Suisse.*
Alexandre Ribot : *Le problème financier et la crise sociale.*
Léon Bourgeois : *L'action parlementaire et la prochaine legislature.*
Paul Deschanel : *Programme social.*
J. Caillaux : *La reforme fiscale.*
Ch. Lyon-Caen : *Le régime parlementaire.*
Yves Guyot : *La politique douanière en France et aux Etats-Unis.*
Louis Lafferre : *Les conditions d'une entente entre les républicains.*
A. Le Chatelier : *La République et le Maroc.*
A. Huc : *Le programme radical.*
Emile Borel : *Les Universités, l'Enseignement primaire et l'éducation nationale.*
André Chevrillon : *Littérature coloniale.*
Pierre Mille : *Fin du regime de l'esclavage.*
Camille Mauclair : *La crise artistique et l'attitude de l'Etat.*
Georges Renard : *L'impot sur le revenu dans la République de Florence.*
Gaston Jeze : *Le monopole public des assurances sur la vie en Italie.*
Edoardo Giretti : *La question de la marine marchande en Italie.*
C. Leonce Labeille : *La politique navale de l'Allemagne.*
George Nestler-Tricoche : *L'action française aux Etats-Unis.*
Jean Lescure : *Le placement des titres étrangers en France et la législation française.*
Henri Charriaut : *La pénétration allemande en Belgique.*
J.-L. Breton : *La R. P. et les republicains majoritaires.*
Philipp Morrell : *L'œuvre du gouvernement libéral en Angleterre.*
A. Chassevant : *L'hygiène dans les pays récupérés.*
Jean Ajalbert : *La politique indo-chinoise.*
Gabriel Tochon : *L'utilisation industrielle des cours d'eau navigables.*
Félicien Challaye : *Le Japon moderne et la civilisation européenne.*
J.-M. Lahy : *Le système Taylor.*
Aug. Pawlowski : *La Normandie industrielle.*
Daniel Bellet : *Le progres industriel.*
Michel Augé-Laribé : *Les transformations de l'agriculture française.*
Maxime Leroy : *La réforme judiciaire.*
Léon Duguit : *Les devoirs du Parlement.*

Des enquetes sur *la dépopulation : la solde des officiers, l'action parlementaire : l'Indo-Chine : l'Afrique Occidentale française : la représentation proportionnelle, etc.*

END OF
TITLE